

RÉPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice



**LOI DE FINANCES
RECTIFICATIVE POUR
L'EXERCICE 2002**

Présenté

Au nom de M. Jean-François NTOUTOUME EMANE

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Par M. Paul TOUNGUI

Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : LE TEXTE DE LOI.....	5
TITRE I : EVALUATION DES VOIES ET MOYENS	7
TITRE II : DISPOSITIONS FISCALES	8
TITRE III : DISPOSITIONS DOUANIERES.....	13
ANNEXES A LA LOI DE FINANCES :	19
ANNEXE N° 1 : RESSOURCES DE L'ETAT	21
ANNEXE N° 2 : CHARGES DE L'ETAT	22
ANNEXE N° 3 : BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES	24
ANNEXE N° 4 : RECETTES HORS PETROLE	26
ANNEXE N° 5 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT	27
DEUXIEME PARTIE : AFFECTATION, REPARTITION ET UTILISATION DES CREDITS	29
LES CREDITS OUVERTS AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2002..	31
ANNEXE N° 1 : PARTIE I - CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE	31
ANNEXE N° 2 : PARTIE II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	32
ANNEXE N° 3 : PARTIE III - DEPENSES D'INVESTISSEMENT (Titre 6 et 7)	40
ANNEXE N° 4 : PARTIE IV - PRETS ET AVANCES (Titre 8)	42

PREMIERE PARTIE : LE TEXTE DE LOI

LOI n°001/02
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
POUR L'EXERCICE 2002

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont
délibéré et adopté ;

Le Président de la République, Chef
de l'Etat ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. - La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, modifie la loi n° 021/01 du 11 janvier 2002 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2002.

TITRE I : EVALUATION DES VOIES ET MOYENS

Article 2.- Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat, des Collectivités Locales et des Etablissements Publics décentralisés présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent des emprunts, des dons prévus en 2002 et de l'application des dispositions du Code Général des Impôts Directs et Indirects, du Code et du Tarif des Douanes de l'UDEAC et du Code des Domaines, de l'Enregistrement et du Timbre retenues en 2002 et des autres produits autorisés par les lois et règlements en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3. - Les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2002 sont arêtées en équilibre à la somme de mille trois cent vingt-trois milliards six cent huit millions (1.323.608.000.000) de francs cfa.

Ces ressources et ces charges sont ventilées en annexes 1 et 2 de la présente loi.

Article 4.- Les ressources sont constituées de ressources propres pour la somme de neuf cent quatre vingt dix neuf milliard cinq cent quatre vingt millions (999.580.000.000) de francs cfa et de ressources extraordinaires pour la somme de ↵

trois cent vingt quatre milliards trente cinq millions (324 035.000.000) de francs cfa dont deux cent quatre vingt quatre milliards trente-cinq millions (284 035.000.000) de francs cfa d'emprunts d'équilibre.

Article 5. -Les charges sont constituées de dépenses de fonctionnement, d'investissement et de prêts et avances pour la somme de six cent soixante huit milliards neuf cent millions (668 900.000.000) de francs cfa, de celles résultant des engagements financiers de l'Etat pour la somme de six cent cinquante quatre milliards sept cent quinze millions (654 715.000.000) de francs cfa.

Article 6. – Les plafonds des grandes catégories de dépenses, pour l'exercice 2002, sont arrêtés tels qu'il suit :

CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT en francs cfa
PARTIE I : CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE	654.715.000.000
PARTIE II : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	476.000.000.000
PARTIE III : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	161.893.000.000
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	31.000.000.000
TOTAL DEPENSES	1.323.608.000.000

TITRE II : DISPOSITIONS FISCALES

Article 7. - Les articles et tableaux du Code Général des Impôts Directs et Indirects sont modifiés comme suit :

« Article 127 (Loi 1/95)nouveau :

1/ « Sur les règlements effectués à des personnes physiques ou pour leur compte lorsqu'elles sont des fournisseurs de grumes (okoumé, ozigo et autres bois divers), la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) et tout autre négociant acheteur de bois sont tenus de précompter pour le compte du Trésor Public un prélèvement correspondant à une quote-part de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des revenus imposables de ces fournisseurs.

La Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) et tout autre négociant acheteur de bois sont tenus d'exiger de leurs fournisseurs de grumes le numéro statistique et fiscal avant tout règlement de leurs factures

Les retenues de l'impôt sur le revenu des personnes physiques afférentes aux règlements effectués par la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) ou par tout négociant acheteur de grumes doivent être versées à la caisse de la Recette

du Centre des Impôts des Grandes Entreprises au plus tard le vingt du mois qui suit le mois du règlement de la facture du fournisseur de grumes.

Le montant du précompte qui excède l'impôt dû est acquis au Trésor dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 124 du Code Général des impôts directs et indirects.

Le défaut du précompte par la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) ou par tout autre négociant acheteur des bois sur ses fournisseurs de grumes donne lieu à des sanctions prévues à l'article 85 du Code Général des impôts directs et indirects.

2/ Les personnes qui sollicitent des permis d'exploitation forestières y compris les coupes familiales doivent présenter à l'Administration des Eaux et Forêts leur numéro statistique et fiscal attribué par les services de la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes.

Les services de l'Administration des Eaux et Forêts sont tenus d'adresser à la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes les ampliations des décrets d'attribution de tous les types de permis forestiers et des coupes familiales ainsi que les copies des contrats passés par les titulaires des permis forestiers avec les exploitants forestiers quelle que soit la forme juridique des contractants.

3/ Le taux du précompte de l'impôt sur le revenu sur les règlements des fournisseurs de grumes est fixé à :

5% du montant brut des factures. »

« Article 127 bis nouveau :

Il est institué à compter du 1er janvier 1999 au profit de l'Etat, un prélèvement sur les sommes payées aux prestataires de services soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux lorsque les revenus en cause relèvent par nature de l'exercice des professions libérales.

Le prélèvement est effectué par le bénéficiaire des prestations de services quel que soit son statut.

Sont également visées par le présent prélèvement les sommes payées à des personnes qui exécutent dans des entreprises ou auprès des tiers des actes relevant par nature d'une profession libérale même lorsque ces personnes ont la qualité de salarié dans leur profession habituelle. ↵

Le prélèvement prévu à l'alinéa 1^{er} ci-dessus constitue un précompte sur les impôts dus par les titulaires des revenus en cause. Il est imputable sur les impôts dont ils sont redevables jusqu'au troisième exercice qui suit celui du prélèvement.

Le taux du prélèvement est fixé à 9,5 % du montant hors taxe représentatif de la rémunération du service.

Les redevables du prélèvement sont tenus de reverser à la Caisse de la Recette du Centre des Impôts des Grandes Entreprises de la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes le montant précompté accompagné d'un bordereau de versement établi en quatre exemplaires fourni par l'Administration.

Deux exemplaires du bordereau sont rendus accompagnés d'une quittance à la partie versante par le Receveur du Centre des Impôts des Grandes Entreprises de la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes. La partie versante donne ensuite un exemplaire et la quittance au prestataire.

Un exemplaire est conservé par le comptable du Trésor en appui à sa comptabilité.

Le quatrième exemplaire est adressé à la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes.

Le versement est effectué :

- le 20 du mois qui suit celui du paiement des sommes s'il s'agit des redevables soumis à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux ;
- le quinzième jour qui suit le mois du paiement de la somme pour tout autre bénéficiaires.

Le retard ou le défaut de déclaration du versement du prélèvement sont sanctionnés par une amende de 50 %.

L'inexactitude dans la déclaration donne lieu à une pénalité de mauvaise foi égale à 100 % des droits éludés ».

Chapitre III

Liquidation de l'impôt

Section III

Article 8 : L'article 15 est modifié comme suit : †

« **Article 15 nouveau** : Pour le calcul de l'impôt sur les sociétés, le bénéfice imposable est arrondi au millier de franc inférieur.

Le taux est fixé à 35 %

Ce taux est ramené à :

- 20 % pour les établissements publics, associations et collectivités sans but lucratif, visés à l'article 4^{ème} ci-dessus ;

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas au revenu qui se rattache à une exploitation commerciale, industrielle, agricole ou non commerciale ».

- 18 % pour la Banque Gabonaise de Développement. »

(Le reste sans changement).

Article 9 : « Les droits d'accises sur les produits ci-après sont fixés comme suit :

- Boissons non alcoolisées autres que les eaux minérales

Taux 5 %

- Boissons alcoolisées,

Taux :

* 20 % bière

* 25 % vin

* 32 % autres boissons titrant un degré d'alcool volumétrique supérieur à 12 %

- Cigarettes, cigares, tabac

Taux 30 %

La base taxable pour les productions locales est la valeur sortie-usine sans abattement.

Article 10 : « La Contribution au Développement de la Route prévue par la loi de Finances n°021/01 du 11 janvier 2002 est supprimée ».

Article 11 : Les taxes forestières prévues à l'article 244 de la loi n°16/2001 du 31 décembre 2001 instituant le code forestier sont supprimées à l'exception de la taxe de superficie qui passe à 1000 francs l'hectare et la taxe d'abattage qui est fixée à 5 %. ⤴

Base d'imposition

La taxe est perçue sur la superficie du permis attribué par des autorités compétentes du Ministère des Eaux et Forêts chargé de l'Economie Forestière.

Exemption

Sont exemptées de la taxe annuelle de superficie, les communautés villageoises détentrices des forêts telles que prévues par le code forestier.

Modalités

Les titulaires du permis de concession forestier ou tout droit d'effet équivalent sont tenus de présenter à la Direction Générale des Domaines avant le 1^{er} mars de l'année d'imposition une déclaration pour la taxe annuelle comprenant :

- numéro du décret d'attribution du permis,
- superficie du permis,
- le montant de la taxe dû de l'exercice.

L'administration des Eaux et Forêts adresse à l'administration des impôts au plus tard le 31 janvier de l'année, un état actualisé des titulaires des permis de concession forestière mis à jour au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Paiement

Les rôles nominatifs sont établis par l'agent de l'administration fiscale. Les rôles sont rendus exécutoires et communiqués à la Direction Générale des Eaux et Forêts et aux contribuables.

Le recouvrement est assuré par la Recette des Domaines.

Le montant de l'impôt est majoré de 25 % pour le contribuable qui n'a pas souscrit sa déclaration avant le 1^{er} mars. En cas de fausse déclaration ou d'omission d'un élément de l'assiette, l'impôt est majoré de 50 % ».

Article 12 : Les exonérations fiscales et douanières prévues par l'ordonnance n°02/2000 du 12 février 2000 portant régime applicable aux investissements touristiques ainsi que celles visées à l'article 166-8^e du code général des impôts directs et indirects concernant la TVA sur les biens, équipements et fournitures personnalisés des entreprises hôtelières de tourisme sont accordées à des entreprises présentant un nouvel investissement d'un montant minimum de 1,8 milliards de francs CFA hors taxes.

Article 13 : « L'exonération des taxes sur le chiffre d'affaires et sur l'impôt sur les bénéfices prévue par la loi n°38/60 du 27 mai 1960 au profit de la Banque Gabonaise de Développement est supprimée ».

Chapitre VI

Paie ment de l'impôt

Section 1 : Modalité de recouvrement

Article 14 : Le paragraphe 1^{er} de l'article 27 est modifié et se lit désormais comme suit :

« Sur les règlements effectués à des sociétés ou pour leur compte lorsqu'elles sont des fournisseurs de grumes (okoumé, ozigo et autres bois divers), la Société Nationale des Bois du Gabon, en abrégé SNBG, et les autres négociants acheteurs sont tenus de précompter un prélèvement correspondant à une quote-part de l'impôt sur les sociétés. Ce prélèvement est versé dans la caisse de la recette des grandes entreprises de la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes dans les mêmes conditions et au même taux de 5 % que le précompte prévu à l'article 124 ci-dessus ».

(Le reste sans changement) ».

TITRE III : DISPOSITIONS DOUANIERES

I- FISCALITE A L'EXPORTATION

Article 15 : Les taux des droits de sortie applicables sur la valeur FOB des exportations des produits classés sous les positions ci-après du Tarif des Douanes, sont fixés comme suit :

Positions Tarifaires	Libellés	Taux
4403.49.01	Abura, non équarri	20 %
4403.49.02	Acajou, non équarri	20 %
4403.49.06	Andoung, non équarri	20 %
4403.49.08	Bété, non équarri	20 %
4403.49.09	Bilinga, non équarri	20 %
4403.49.10	Bossé, non équarri	20 %
4403.49.11	Bubinga, non équarri	20 %
4403.49.13	Douka, non équarri	20 %
4403.49.14	Doussié, non équarri	20 %
4403.49.16	Eyong, non équarri	20 %
4403.49.18	Fromager, non équarri	20 %
4403.49.19	Igaganga, non équarri	20 %

Positions Tarifaires	Libellés	Taux
4403.49.20	Izombé, non équarri	20 %
4403.49.21	Kosipo, non équarri	20 %
4403.49.22	Kotibé, non équarri	20 %
4403.49.26	Moabi, non équarri	20 %
4403.49.27	Movingui, non équarri	20 %
4403.49.28	Mutényé, non équarri	20 %
4403.49.29	Niangon, non équarri	20 %
4403.49.30	Niové, non équarri	20 %
4403.49.31	Olon, non équarri	20 %
4403.49.34	Padouk, non équarri	20 %
4403.49.35	Pau Rosa, non équarri	20 %
4403.49.37	Tola, non équarri	20 %
4403.49.38	Zingana, non équarri	20 %
4403.49.39	Azobé, non équarri	20 %
4403.49.40	Dibétou	20 %
4403.49.42	Iroko, non équarri	20 %
4403.49.43	Makore, non équarri	20 %
4403.49.46	Okoumé loyal et marchand, non équarri	20 %
4403.49.47	Okoumé loyal et marchand tranchage, non équarri	20 %
4403.49.48	Okoumé qualité seconde, non équarri.	20 %
4403.49.49	Okoumé choix industriel, non équarri	20 %
4403.49.50	Okoumé choix économique, non équarri	20 %
4403.49.51	Okoumé choix spécial, non équarri	20 %
4403.49.52	Ozigo loyal et marchand, non équarri	20 %
4403.49.54	Ozigo qualité seconde, non équarri	20 %
4403.49.55	Ozigo qualité industriel, non équarri	20 %
4403.49.56	Ozigo qualité économique, non équarri	20 %
4403.49.58	Sapelli, non équarri	20 %
4403.49.59	Sipo, non équarri	20 %
4403.49.60	Tiama, non équarri	20 %
4403.49.69	Autres bois tropicaux, non équarri	20 %
4403.99.10	Bois de trituration, non équarris	20 %
4403.99.20	Autres bois, non équarris	20 %
4403.99.90	Bois des n°s 4403.49.01 à 4403.49.69 équarris	20 %

Article 16 : Le droit de sortie de 5 % applicable aux produits classés dans les sous-positions tarifaires de 4407.22.02 à 4409.20.90 reste suspendu.

Positions Tarifaires	Libellés
4407.22.02	Okoumé, scié, 2 ^{ème} choix.
4407.22.03	Okoumé d'autres qualités, sciés.
4407.22.06	Sipo, scié.

Positions Tarifaires	Libellés
4407.22.07	Acajou d'Afrique, scié (Khaya).
4407.22.09	Iroko, scié
4407.22.16	Azobé, scié
4407.29.01	Abura, scié
4407.29.02	Acojou, scié
4407.29.06	Andoung scié
4407.29.09	Bilinga, scié
4407.29.10	Bossé, scié
4407.29.11	Budinga, scié
4407.29.13	Douka, scié
4407.29.14	Doussié, scié
Positions Tarifaires	Libellés
4407.29.15	Ebène, scié
4407.29.20	Izombé, scié
4407.29.21	Kosipo, scié
4407.29.22	Kitibé, scié
4407.29.25	Moabi, scié
4407.29.26	Movingui, scié
4407.29.27	Mutényé, scié
4407.29.28	Niangon, scié
4407.29.29	Niové, scié
4407.29.30	Olon, scié
4407.29.32	Ozigo, scié
4407.29.33	Padouk, scié
4407. 29.34	Pau Rosa, scié
4407. 29.36	Tola, scié
4407. 29.38	Azobé, scié
4407. 29.39	Baboen Mahogany (Swietenia spp)..., scié
4407. 29.40	Dibétou, scié
4407. 29.42	Iroko, scié
4407. 29.48	Okoumé, scié 1 ^{er} choix
4407. 29.49	Okoumé, scié 2 ^{ème} choix
4407. 29.50	Okoumé, d'autres qualités, scié
4407. 29.51	Sapelli, scié
4407. 29.52	Sipo, scié
4407.29.59	Autres bois tropicaux autres que sciés
4407. 29.60	Autres bois
4407.99.00	Autres bois du n°44.07.
4407. 99.01	Abura, scié
4407. 99.03	Aiélé, scié
4407. 99.08	Bilinga, scié
4407. 99.10	Bubinga, scié
4407. 99.12	Douka, scié
4407. 99.14	Ebène, scié

4407. 99.23	Moabi, scié
4407. 99.24	Movingui, scié
4407.99.25	Mutenyé, scié
4407. 99.26	Niangon, scié
4407 99.30	Ozigo, scié
4407.99.31	Padouk, scié
4407.99.34	Tola, scié
4407.99.36	Autres bois, scié
4407.99.37	Bois des n°s4407.99.01 à 4407.99.36, autres que sciés
4408.20.21	Feuilles de placage, d'Okoumé
4408.20.22	Bois tranchés ou déroulés d'Okoumé
4408.20.29	Autres produits du n°44.08 d'Okoumé
4408.20.90	Produits du n°44.0820 autres que d'Okoumé/Limba
4408.39.00	Autres feuilles de placage et bois tropicaux
4408.90.00	Autres produits n°44.08.
4409.20.90	Produits n°4409.20 travaillés autrement.

II- INSTRUMENTS DE MESURE

Article 17 : Tout instrument de mesure ne peut être mis sur le marché ou utilisé que s'il est conforme à un modèle approuvé par la Direction Technique des Instruments de Mesure. ce modèle doit également répondre aux prescription applicables à la catégorie d'instruments à laquelle il appartient.

Article 18 : Tout instrument de mesure appartenant à une catégorie réglementée doit préalablement, à sa mise en service par un installateur agréé, être déclaré à la Direction Technique des Instruments de Mesure en vue de permettre son contrôle intérieur.

Article 19 : On entend par installateur agréé, toute personne physique ou morale disposant :

- d'un agrément délivré par le Directeur Général des Douanes et Droits Indirects ;
- de moyens techniques ;
- de techniciens qualifiés.

Article 20 : Tout instrument de mesure appartenant à une catégorie réglementée ne peut être réparé que par une personne agréée par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects et disposant :

- d'un agrément délivré par le Directeur Général des Douanes et Droits Indirects ;
- de moyens techniques ;
- de techniciens qualifiés.

Article 21 : Le réparateur doit apposer sa marque d'identification sur chaque instrument qu'il répare après s'être assuré que celui-ci répond aux exigences réglementaires et avant la mise en service.

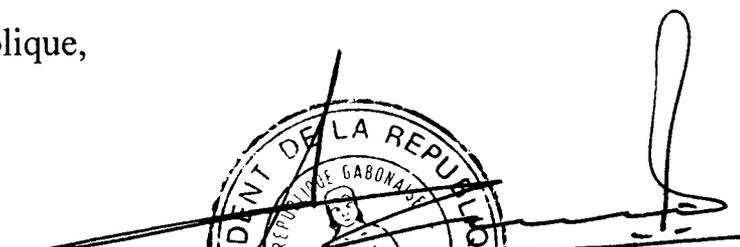
Article 22 : Les épreuves de la vérification primitive, après réparation ou modification, doivent précéder la remise en service sous le contrôle de la Direction Technique des Instruments de Mesure.

Article 23 : La vérification après réparation ou modification est constatée par l'apposition de la marque de vérification primitive.

Article 24 : La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence, et exécutée comme loi de l'Etat. ↗

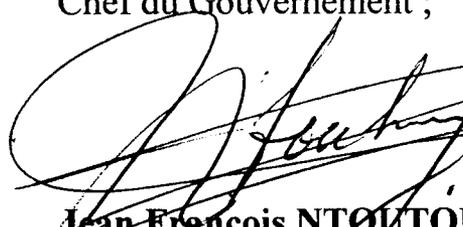
Fait à Libreville, le 14 AOUT 2002

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;



EL HADI OMAR BONGO

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;



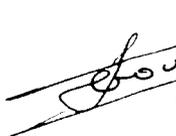
Jean-François NTOUTOUME EMANE

P. Le Ministre d'Etat, Ministre de la
Planification et de la Programmation
du Développement.

Le Ministre Délégué


Yolande ASSELE EBINDA

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie,
Des Finances, du Budget et de la Privatisation.


Paul TOUNGUI



ANNEXES A LA LOI DE FINANCES

ANNEXE N° 1 : RESSOURCES DE L'ETAT

(en millions de F.cfa)

NATURE DES RESSOURCES	LFI	LFR	Variation
	2002	2002	
PARTIE I : RESSOURCES PROPRES	1 041 623	999 580	-42 043
dont pétrole	510 000	510 000	0
Titre 1 : Recettes fiscales	783 670	730 427	-53 243
Impôt sur le revenu	413 820	401 831	-11 989
dont pétrole	272 000	263 300	-8 700
Droits et taxes sur la propriété	1 550	2 900	1 350
Taxes sur les biens et services	89 800	99 118	9 318
Droits et taxes de douanes	265 000	225 000	-40 000
Autres taxes	13 500	1 578	-11 922
Titre 2 : Revenus du domaine et des participations financières	245 260	256 460	11 200
Pétrole	238 000	246 700	8 700
Autres	7 260	9 760	2 500
Titre 3 : Recettes diverses	12 693	12 693	0
Recettes des régies	5 040	5 040	0
Amendes, confiscations et saisies	720	720	0
Produits divers	5 040	5 040	0
Dons	1 893	1 893	0
Cession d'actifs	0	0	0
PARTIE II : RESSOURCES D'EMPRUNTS	292 789	324 028	31 239
Titre 4 : Emprunts liés aux dépenses	25 000	40 000	15 000
Emprunts liés aux investissements	25 000	40 000	15 000
Titre 5 : Emprunts d'équilibre	267 789	284 028	16 239
Banque centrale et FMI	0	0	0
Financement d'équilibre	242 289	284 028	41 739
Emprunts locaux	0	0	0
Arriérés dette publique (variation)	0	0	0
Privatisation	8 500	0	-8 500
Restructuration de la dette	17 000	0	-17 000
Rééchelonnement	0	0	0
Aménagement	0	0	0
Annulation	17 000	0	-17 000
Opération de trésorerie	0	0	0
Total Ressources	1 334 412	1 323 608	-10 804

ANNEXE N° 2 : CHARGES DE L'ETAT

(en millions de F.cfa)

NATURE DES CHARGES	LFI 2002	LFR 2002	Variation
PARTIE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE			
Titre 1 : Service de la dette	591 919	654 715	62 796
Extérieure	370 888	416 813	45 925
Service courant	370 888	356 884	-14 004
Intérêts	139 084	128 491	-10 593
Principal	231 804	228 393	-3 411
Arriérés	0	59 929	59 929
Intérêts	0	28 929	28 929
Principal		31 000	31 000
Intérieure	221 031	237 902	16 871
DGCP	55 985	87 263	31 278
Service courant	55 985	74 795	18 810
Intérêts	9 047	12 004	2 957
Principal	46 938	62 791	15 853
Arriérés	0	12 468	12 468
Intérêts	0	2 259	2 259
Principal	0	10 209	10 209
Trésor	75 302	88 097	12 795
BEAC (agios)	9 600	11 500	1 900
Intérêts sur tirages FMI	2 182	3 296	1 114
Intérêts sur bons d'équipement	2 500	2 500	0
Intérêt sur avance/pétroliers	0	0	0
Remboursement avances/pétroliers	0	0	0
Tirages FMI (principal)	9 600	5 601	-3 999
BEAC (principal)	30 000	20 000	-10 000
Banques commerciales	8 420	0	-8 420
Opérations de trésorerie	13 000	45 200	32 200
Instances	0	45 200	45 200
Correspondants	10 000	0	-10 000
Collectivités locales	3 000	0	-3 000
Autres	89 744	62 542	-27 202
Dettes aux agents de l'Etat (Rappels)	5 000	5 000	0
Arriérés consommation de téléphone de l'Etat	0	16 500	16 500
Indemnisation sinistrés 93-94	0	0	0
Restructuration des entreprises	79 744	36 042	-43 702
Dettes non-fiscale (aux entreprises)	57 354	9 314	-48 040
Dettes CNSS (cotisations sociales)		10 000	10 000
Plans sociaux	22 390	16 728	-5 662
Divers	5 000	5 000	0
PARTIE II : FONCTIONNEMENT	504 600	476 000	-28 600
Titre 2 : Personnel permanent	198 500	197 600	-900
Titre 3 : Main d'œuvre non permanente	19 400	19 400	0
Titre 4 : Biens & services	141 300	132 100	-9 200
Titre 5 : Transferts et interventions	145 400	126 900	-18 500

EDITION PAR TITRES

<i>Libelle</i>	<i>Montant</i>
1 Dette	654 715 000 000
2 Solde	197 600 000 000
3 Main d'oeuvre non permanente	19 400 000 000
4 Biens et services	132 100 000 000
5 Transferts et subventions	126 900 000 000
6 Dépenses en capital	161 893 000 000
8 Prêt et avances consentis par l'Etat	31 000 000 000
TOTAL GENERAL	1 323 608 000 000

PARTIE III : INVESTISSEMENTS	231 893	161 893	-70 000
Titre 6 : Dépenses de développement	197 893	137 609	-60 284
dont reports	0	0	0
Titre 7 : Dépenses d'équipements	34 000	24 284	-9 716
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	6 000	31 000	25 000
Titre 8 : Prêts et avances	6 000	31 000	25 000
Avances aux agents de l'Etat (VTR)	0	0	0
Avances à l'économie	6 000	31 000	25 000
Prêts à la consommation (Av S)	0	0	0
Règlements correspondants	0	0	0
Fonds de reserves pour les générations futures	0	0	0
Incitation aux départs volontaires	0	0	0
Total Charges	1 334 412	1 323 608	-10 804

ANNEXE N° 3 : BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES

(en millions de F.cfa)

Article	Nature de la recette	LFI 2002	LFR 2002	ECART
	I. Recettes fiscales			
11.00	Impôts sur le revenu et les bénéfices	413 820	401 831	-11 989
11.10	Impôts sur les sociétés	355 140	344 200	-10 940
11.11	Autres sociétés	73 500	67 000	-6 500
11.12	Sociétés pétrolières	272 000	263 300	-8 700
11.13	Sociétés minières	6 040	6 000	-40
11.14	Retenues à la source	3 600	7 900	4 300
11.20	Impôts sur les personnes	51 680	50 369	-1 311
11.21	Impôts sur le revenu des personnes physiques	3 000	4 066	1 066
11.22	Acomptes versés par les salariés	31 000	29 000	-2 000
11.23	Taxe complémentaire sur les salaires	17 200	16 800	-400
11.24	Impôts forfaitaires sur le revenu	480	503	23
11.30	Impôts sur le revenu des valeurs mobilières	6 200	6 425	225
11.90	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	800	837	37
12.20	Versements forfaitaires sur les salaires	0	78	78
13.00	Droits et taxes sur la propriété	1 550	2 900	1 350
13.11	Taxes sur les terrains et valeurs locatives	0	0	0
13.12	Taxes sur les biens de main morte	100	300	200
13.14	Droits de mutation	1 450	2 600	1 150
14.00	Taxes sur les biens et services	89 800	99 118	9 318
14.20	TVA précomptée par l'Etat	2 000	1 800	-200
14.21	Taxes sur la valeur ajoutée	73 000	76 000	3 000
14.22	Taxe sur les opérations financières	100	30	-70
14.24	Droits d'accises	5 000	6 000	1 000
14,25	Taxe sur les jeux	0	500	500
14,26	Impôts sur le chiffre d'affaires intérieur	0	92	92
14.30	Taxes sur les assurances	3 000	2 000	-1 000
14.40	Taxes sur les loyers	3 000	3 348	348
14.50	Taxes sur les produits raffinés	3 700	6 000	2 300
14.60	Taxe spéciale immobilière	0	3 348	3 348
15.00	Droits et taxes de douanes	265 000	225 000	-40 000
15.10	Droits et taxes à l'importation	225 250	192 000	-33 250
15.20	Droits et taxes à l'exportation	39 750	33 000	-6 750
19.00	Autres taxes	13 500	1 500	-12 000
19.20	Taxes diverses	1 500	1 500	0
19.21	Contribution au Développement de la Route	12 000	0	-12 000
	Total recettes fiscales	783 670	730 427	-53 243

ANNEXE N° 3 : BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES (suite et fin)

(en millions de F.cfa)

Article	Nature de la recette	LF 2002	LF 2002	Ecart
	II. Recettes non fiscales			
20.00	Recettes du domaine public	208 330	214 930	6 600
22.10	Revenus du domaine foncier	700	1 000	300
22.22	Revenus du domaine forestier	3 500	5 700	2 200
22.30	Recettes du domaine pétrolier	201 900	206 000	4 100
22.31	Redevance pétrolière	159 600	138 594	-21 006
22.32	Contrat de partage	41 390	65 900	24 510
22.33	Redevance superficière	360	377	17
22.34	Boni sur attribution de permis	550	1 130	580
22.40	Revenus du domaine minier	2 230	2 230	0
22.50	Revenus des participations	36 930	41 530	4 600
22.51	Participations dans les sociétés pétrolières	36 100	40 700	4 600
22.52	Participations dans les autres sociétés	830	830	0
30.00	Autres recettes	12 693	12 693	0
31.00	Recettes de régies	5 040	5 040	0
32.00	Amendes, confiscations et saisies	720	720	0
33.00	Recettes diverses	5 040	5 040	0
34.00	Dons	1 893	1 893	0
35.00	Cessions d'actifs	0	0	0
	Total recettes non fiscales	257 953	269 153	11 200
	TOTAL RECETTES PROPRES	1 041 623	999 580	-42 043

ANNEXE N° 4 RECETTES HORS PETROLE

(en millions de F.cfa)

	LFI 2002	LFR 2002	ECART
TOTAL	531 623	489 580	-42 121
Impôts & taxes indirects	89 800	99 118	9 318
<i>TVA précomptée par l'Etat</i>	2 000	1 800	-200
<i>Taxe sur la Valeur Ajoutée</i>	73 000	76 000	3 000
<i>Taxe/Opérations Financières</i>	100	30	-70
<i>Droits Accises</i>	5 000	6 000	1 000
<i>Taxe/Assurances</i>	0	0	0
<i>Taxe /Loyers</i>	3 000	2 000	-1 000
<i>Taxe/Produits Raffinés</i>	3 000	3 348	348
<i>Autres taxes sur biens et services</i>	3 700	6 000	2 300
<i>Taxe sur les jeux</i>	0	500	500
<i>Taxe spéciale immobilière</i>	0	3 348	3 348
<i>Impôts sur le chiffre d'affaires intérieur</i>	0	92	92
Impôts & taxes directs	164 130	152 769	-11 439
<i>Impôt/Sociétés Hors Pétrole</i>	83 140	80 900	-2 240
Autres sociétés	73 500	67 000	-6 500
Sociétés minières	6 040	6 000	-40
Retenues à la source	3 600	7 900	4 300
<i>Impôt/Personnes</i>	51 680	50 369	-1 311
IRPP	3 000	4 066	1 066
Acomptes Versés Salaires	31 000	29 000	-2 000
Taxe complémentaire	17 200	16 800	-400
Impôts forfaitaires sur le revenu	480	503	23
<i>Impôt/Revenu Valeurs Mobilières</i>	6 200	6 425	225
<i>Pénalités/Revenus & Bénéfices</i>	800	837	37
<i>Revenu des domaines</i>	6 430	8 930	2 500
Revenus domaine foncier	700	1 000	300
Revenus domaine forestier	3 500	5 700	2 200
Revenus domaine minier	2 230	2 230	0
<i>Versements Forfaitaires</i>	0	78	78
<i>D&T sur la propriété</i>	1 550	2 900	1 350
Taxes sur les terrains & valeurs locatives	0	0	0
Taxes sur les biens de main morte	100	300	200
Droits de mutation	1 450	2 600	1 150
<i>Participations dans les autres sociétés</i>	830	830	0
<i>Autres taxes</i>	13 500	1 500	-12 000
Douanes	265 000	225 000	-40 000
<i>Droits & Taxes à l'Importation</i>	225 250	192 000	-33 250
<i>Droits & Taxes à l'Exportation</i>	39 750	33 000	-6 750
Recettes diverses	12 693	12 693	0
<i>Cessions d'actifs</i>	0	0	0
<i>Recettes régies</i>	5 040	5 040	0
<i>Amendes, confiscations et saisies</i>	720	720	0
<i>Dons</i>	1 893	1 893	0
<i>Autres recettes</i>	5 040	5 040	0

ANNEXE N°5 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

(en millions de F.cfa)

LIBELLE	LFI 2002	LFR 2002
Recettes Totales	1041 623	999 580
Recettes fiscales	783 670	730 427
Recettes non fiscales	257 953	269 153
Dépenses Totales	904 906	826 684
Dépenses totales hors paiements d'intérêts	742 493	668 893
Dépenses fonctionnement	504 600	476 000
Investissement de l'ETAT	231 893	161 893
Paiements d'intérêts de l'Etat	162 413	157 791
Extérieures	139 084	128 491
Intérieures	23 329	29 300
Prêts nets	6 000	31 000
Solde Primaire	299 130	330 687
Solde Budgétaire	136 717	172 896
Variation des arriérés	0	-76 388
<i>Extérieures</i>	0	-28 929
<i>Intérieures</i>	0	-47 459
DGCP		-2 259
Instances au Trésor	0	-45 200
Solde globale (Base caisse)	136 717	96 508
Financement Total	-136 717	-96 508
Extérieur	52 485	64 635
<i>Tirages</i>	267 289	324 028
Emprunts liés	25 000	40 000
Emprunts d'équilibre	242 289	284 028
<i>Amortissements</i>	-231 804	-228 393
<i>Arriérés</i>	0	-31 000
<i>Annulation</i>	17 000	0
Intérieur	-189 202	-161 143
<i>Système bancaire</i>	-48 020	-34 021
Banque centrale	-30 000	-20 000
Tirages FMI (principal)	-9 600	-5 601
Banques commerciales	-8 420	-8 420
<i>Système non bancaire</i>	-141 182	-127 122
Dette intérieure	-51 938	-69 580
<i>dette DGCP</i>	-46 938	-54 371
arriérés dette intérieure	0	-10 209
Avances sociétés pétrolières (net)	0	0
rappels sur solde	-5 000	-5 000
Privatisation	-71 244	-36 042
Produit	8 500	0
Restructuration des E/ses	-79 744	-36 042
Autres	-18 000	-21 500
<i>Divers</i>	-5 000	-5 000
<i>Arriérés consommation de téléphone de l'Etat</i>	0	-16 500
Opérations de trésorerie	-13 000	0
Correspondants	-10 000	0
Collectivités	-3 000	
GAP DE FINANCEMENT	0	0

***DEUXIEME PARTIE : AFFECTATION,
REPARTITION ET UTILISATION DES CREDITS***

LES CREDITS OUVERTS AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2002

ANNEXE N° 1 : PARTIE I - CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE

(en F. cfa)

TITRE I : SERVICE DE LA DETTE	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
SECTION: DEPENSES COMMUNES				
COMPTABILITE PUBLIQUE	408 393 000 000	633 157 000 000	426 873 000 000	504 076 000 000
Dont dette extérieure:	333 400 000 000	563 181 000 000	370 888 000 000	416 813 000 000
<i>Intérêts</i>	143 000 000 000	247 225 000 000	139 084 000 000	128 491 000 000
<i>Principal</i>	190 400 000 000	315 956 000 000	231 804 000 000	228 393 000 000
<i>Arriérés</i>	0	0	0	59 929 000 000
Dont dette intérieure:	74 993 000 000	69 976 000 000	55 985 000 000	87 263 000 000
<i>Intérêts</i>	24 900 000 000	13 100 000 000	9 047 000 000	12 004 000 000
<i>Principal</i>	50 093 000 000	56 876 000 000	46 938 000 000	62 791 000 000
<i>Arriérés</i>	0	0	0	12 468 000 000
TRESOR	156 350 000 000	51 830 000 000	75 302 000 000	88 097 000 000
BEAC	34 846 000 000	9 611 000 000	39 600 000 000	31 500 000 000
Intérêts sur tirages FMI	9 514 000 000	11 626 000 000	2 182 000 000	3 296 000 000
Intérêts sur bons d'équipement	3 900 000 000	2 493 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
Tirages FMI (principal)	0	0	9 600 000 000	5 601 000 000
Banques commerciales	0	15 100 000 000	8 420 000 000	0
Instances	108 090 000 000	0	0	45 200 000 000
Autres opérations de trésorerie	0	13 000 000 000	13 000 000 000	0
AUTRES	30 400 000 000	37 575 000 000	89 744 000 000	62 542 000 000
Dette aux agents de l'Etat (rappels)	12 000 000 000	12 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
Arriérés de consommation de téléphone				16 500 000 000
Indemnisation sinistrés 93-94	0	1 700 000 000	0	0
Restructuration des entreprises	13 400 000 000	18 875 000 000	79 744 000 000	36 042 000 000
<i>Dette non-fiscale (aux entreprises)</i>	13 400 000 000	10 375 000 000	57 354 000 000	9 314 000 000
<i>Dette CNSS (cotisations sociales)</i>				10 000 000 000
<i>Plans sociaux</i>	0	8 500 000 000	22 390 000 000	16 728 000 000
Divers	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
TOTAL	595 143 000 000	722 562 000 000	591 919 000 000	654 715 000 000

ANNEXE N°2 : PARTIE II – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Titre 2 : Solde permanente

(en F cfa)

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
DEPENSES COMMUNES	7 950 200 000	7 950 200 000	7 500 100 000	6 600 100 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 600 600 000	6 600 600 000	5 700 600 000	5 700 600 000
PARLEMENT	5 106 000 000	5 106 000 000	5 866 600 000	5 866 600 000
HAUTES JURIDICTIONS	249 000 000	249 000 000	3 457 200 000	3 457 200 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	1 010 000 000	1 010 000 000	1 698 600 000	1 698 600 000
PRIMATURE	1 525 000 000	1 525 000 000	2 704 200 000	2 704 200 000
CABINETS POLITIQUES	1 991 000 000	1 991 000 000	2 233 500 000	2 233 500 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	73 600 000	73 600 000	52 600 000	52 600 000
JUSTICE	5 294 000 000	5 294 000 000	5 577 200 000	5 577 200 000
CONTROLE D'ETAT	247 000 000	247 000 000	199 600 000	199 600 000
AFFAIRES ETRANGERES	4 926 000 000	4 926 000 000	4 787 200 000	4 787 200 000
DEFENSE NATIONALE	32 289 000 000	32 289 000 000	32 248 000 000	32 248 000 000
GARDE REPUBLICAINE	7 721 000 000	7 721 000 000	7 797 100 000	7 797 100 000
SECURITE MOBILE	1 180 000 000	1 180 000 000	0	0
FONCTION PUBLIQUE	2 772 400 000	2 772 400 000	2 268 700 000	2 268 700 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	4 047 000 000	4 047 000 000	2 592 500 000	2 592 500 000
COMMUNICATION	3 380 000 000	3 380 000 000	3 001 200 000	3 001 200 000
POLICE NATIONALE	9 430 000 000	9 430 000 000	10 335 000 000	10 335 000 000
SECURITE PENITENTIAIRE	2 746 000 000	2 746 000 000	2 921 100 000	2 921 100 000
FINANCES & BUDGET	10 287 000 000	10 287 000 000	8 922 100 000	8 922 100 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	297 000 000	297 000 000	264 200 000	264 200 000
PLANIFICATION	1 808 000 000	1 808 000 000	1 775 200 000	1 775 200 000
ECONOMIE	434 000 000	434 000 000	475 300 000	475 300 000
COMMERCE, CONSOMMATION & IND-	975 000 000	975 000 000	938 100 000	938 100 000
ENVIRONNEMENT & PROTECT°NATURE	108 000 000	108 000 000	65 900 000	65 900 000
PARTICIPATIONS	45 000 000	45 000 000	0	0
CADASTRE	437 000 000	437 000 000	397 200 000	397 200 000
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	1 847 000 000	1 847 000 000	1 796 700 000	1 796 700 000
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NAT	1 806 700 000	1 806 700 000	1 788 200 000	1 788 200 000
MINES	1 483 000 000	1 483 000 000	1 448 300 000	1 448 300 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	2 272 300 000	2 272 300 000	2 222 500 000	2 222 500 000
HABITAT ET LOGEMENT	868 000 000	868 000 000	814 700 000	814 700 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQ	187 000 000	187 000 000	148 800 000	148 800 000
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	100 000 000	100 000 000	90 400 000	90 400 000
TRANSPORTS	307 700 000	307 700 000	294 700 000	294 700 000
AVIATION CIVILE	996 000 000	996 000 000	895 400 000	895 400 000

Suite titre 2

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
TOURISME ET LOISIRS	371 000 000	371 000 000	349 800 000	349 800 000
MARINE MARCHANDE	546 000 000	546 000 000	385 400 000	385 400 000
EDUCATION NATIONALE	49 590 000 000	49 590 000 000	49 604 000 000	49 604 000 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	201 700 000	201 700 000	298 300 000	298 300 000
JEUNESSE ET SPORTS	1 317 000 000	1 317 000 000	1 151 900 000	1 151 900 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	5 223 000 000	5 223 000 000	5 071 900 000	5 071 900 000
CULTURE ET ARTS	1 213 000 000	1 213 000 000	1 127 700 000	1 127 700 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	477 000 000	477 000 000	552 000 000	552 000 000
EDUCATION POPULAIRE	403 000 000	403 000 000	384 600 000	384 600 000
SANTE PUBLIQUE	12 982 000 000	12 982 000 000	12 569 000 000	12 569 000 000
TRAVAIL ET EMPLOI	1 130 300 000	1 130 300 000	1 090 700 000	1 090 700 000
AFFAIRES SOCIALES	2 014 000 000	2 014 000 000	2 368 200 000	2 368 200 000
FAMILLE, PROTECTION ENFANCE	67 500 000	67 500 000	107 800 000	107 800 000
RESSOURCES HUMAINES	168 000 000	168 000 000	160 600 000	160 600 000
TOTAL titre 2	198 500 000 000	198 500 000 000	198 500 000 000	197 600 000 000

SECTIONS	Titre 3 : Main d'Œuvre Non Permanente			
	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
DEPENSES COMMUNES	1 171 489 788	1 171 489 788	1 113 619 704	1 113 619 704
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	589 322 000	589 322 000	596 864 000	596 864 000
PARLEMENT	4 000 807 000	4 000 807 000	4 000 807 000	4 000 807 000
HAUTES JURIDICTIONS	42 125 000	42 125 000	44 105 000	44 105 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS		643 100 000	659 664 000	659 664 000
CABINETS POLITIQUES	67 584 000	67 584 000	80 256 000	80 256 000
PRIMATURE		55 000 000	59 902 000	59 902 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	8 586 000	8 586 000	9 936 000	9 936 000
JUSTICE	104 631 500	104 631 500	105 578 000	105 578 000
CONTROLE D'ETAT	14 484 000	14 484 000	15 174 000	15 174 000
DROITS DE L'HOMME			2 100 000	2 100 000
AFFAIRES ETRANGERES	2 391 402 100	2 391 402 100	2 341 231 600	2 341 231 600
DEFENSE NATIONALE	277 108 631	277 108 631	268 051 000	268 051 000
FONCTION PUBLIQUE	58 290 000	58 290 000	59 075 000	59 075 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	405 427 000	405 427 000	406 221 000	406 221 000
COMMUNICATION	234 982 000	234 982 000	231 283 000	231 283 000
POLICE NATIONALE	59 393 000	59 393 000	62 250 000	62 250 000
FINANCES & BUDGET	708 148 996	708 148 996	722 383 996	722 383 996
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	17 111 000	17 111 000	17 111 000	17 111 000
PLANIFICATION	94 200 000	94 200 000	96 510 000	96 510 000
ECONOMIE	54 602 000	54 602 000	51 722 000	51 722 000
COMMERCE, CONSOMMAT° & INDUSTRIE	71 135 000	71 135 000	74 143 000	74 143 000
ENVIRONNEMENT & PROTECT° NATURE	4 020 000	4 020 000	1 890 000	1 890 000
CADASTRE	157 606 000	157 606 000	160 336 000	160 336 000
PARTICIPATIONS	1 038 000	1 038 000	0	0
VILLE			1 860 000	1 860 000
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOPPEMENT	373 880 000	373 880 000	375 600 000	375 600 000
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	384 627 400	384 627 400	383 021 400	383 021 400
MINES	66 860 000	66 860 000	59 672 000	59 672 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	2 303 571 000	2 303 571 000	2 307 825 000	2 307 825 000
HABITAT ET LOGEMENT	15 508 000	15 508 000	18 958 000	18 958 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQ	15 000 000	15 000 000	13 380 000	13 380 000
HYDROCARBURES	133 440 800	133 440 800	0	0
PETROLE			134 431 000	134 431 000
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	14 839 000	14 839 000	20 150 000	20 150 000
URBANISME AMENAGEMENTS FONCIERS	85 942 000	85 942 000	91 072 000	91 072 000
TRANSPORTS	40 202 000	40 202 000	37 907 000	37 907 000
AVIATION CIVILE	32 923 000	32 923 000	32 923 000	32 923 000
TOURISME	50 910 000	50 910 000	51 990 000	51 990 000

Suite Titre 3

(en F cfa)

SECTIONS	LF 2001	LFR2001	LF2002	LFR2002
MARINE MARCHANDE	85 325 200	85 325 200	85 326 000	85 326 000
EDUCATION NATIONALE	1 155 453 085	1 155 453 085	1 153 536 300	1 153 536 300
FORMATION PROFESSIONNELLE	6 384 000	6 384 000	7 344 000	7 344 000
JEUNESSE ET SPORTS	70 064 000	70 064 000	75 962 000	75 962 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	664 974 000	664 974 000	670 372 000	670 372 000
CULTURE ET ARTS	34 852 000	34 852 000	35 366 000	35 366 000
EDUCATION POPULAIRE	51 200 000	51 200 000	51 200 000	52 280 000
SANTE PUBLIQUE	2 082 745 000	2 082 745 000	2 107 073 000	2 107 073 000
TRAVAIL ET EMPLOI	97 499 000	97 499 000	97 499 000	97 499 000
AFFAIRES SOCIALES	334 797 000	334 797 000	350 491 000	350 491 000
FAMILLE, PROTECTION ENFANCE ET PROMOT° FEMME	36 443 600	36 443 600	37 676 000	37 676 000
SOLIDARITE NATIONALE & BIEN-ETRE	9 098 000	9 098 000	6 398 000	6 398 000
RESSOURCES HUMAINES	4 803 900	4 803 900	5 674 000	5 674 000
OPT	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
TOTAL titre 3	19 400 000 000			

SECTIONS	Titre 4 : Biens et services			
	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
DEPENSES COMMUNES	52 277 374 790	57 277 374 790	54 705 584 676	54 327 621 2
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 317 000 000	3 317 000 000	3 424 822 200	3 005 299 2
PARLEMENT	6 422 588 500	6 422 588 500	7 672 588 500	8 242 190 0
HAUTES JURIDICTIONS	235 000 000	235 000 000	254 000 000	222 254 5
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	2 547 898 000	2 547 898 000	2 618 998 000	2 292 606 0
PRIMATURE	614 000 000	614 000 000	613 500 000	548 098 0
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	18 000 000	18 000 000	51 800 000	95 329 8
JUSTICE	490 000 000	490 000 000	499 300 000	438 553 0
CONTROLE D'ETAT	48 000 000	48 000 000	76 800 000	68 092 0
DROITS DE L'HOMME			54 900 000	48 040 0
CONSEIL NATIONAL DE LA DEMOCRATIE	32 000 000	32 000 000	0	
AFFAIRES ETRANGERES	4 677 634 194	4 677 634 194	4 833 941 224	4 244 167 9
DEFENSE NATIONALE	10 999 999 950	10 999 999 950	11 005 199 950	9 838 965 9
GARDE REPUBLICAINE	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 770 210 0
SECURITE MOBILE	426 000 000	426 000 000	0	
CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	100 000 000	100 000 000	0	
FONCTION PUBLIQUE	294 000 000	294 000 000	354 757 000	312 701 0
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	655 000 000	655 000 000	664 100 000	581 198 0
COMMUNICATION	1 947 000 000	1 947 000 000	1 954 000 000	1 718 064 0
POLICE NATIONALE	1 500 000 000	1 500 000 000	1 921 000 000	1 680 886 0
SECURITE PENITENTIAIRE	800 000 000	800 000 000	800 000 000	700 005 0
FINANCES & BUDGET	2 590 000 416	2 590 000 416	2 834 771 104	2 510 749 4
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	91 807 000	91 807 000	99 500 000	88 650 0
PLANIFICATION	270 000 000	270 000 000	289 400 000	260 277 0
ECONOMIE	158 000 000	158 000 000	158 000 000	138 667 0
COMMERCE, CONSOMMAT°&INDUSTRIE	280 780 000	280 780 000	293 640 000	264 903 0
ENVIRONNEMENT & PROTECT°NATURE	98 000 000	98 000 000	98 000 000	85 753 0
CADASTRE	110 000 000	110 000 000	119 200 000	104 255 0
PARTICIPATIONS	1 900 000	1 900 000	0	
VILLE			205 860 000	180 131 0
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	171 999 994	171 999 994	184 266 000	165 110 0
ECO. FOREST, EAUX, PECHE, PROT. NATURE	392 000 000	392 000 000	477 400 000	417 706 0
MINES	78 000 000	78 000 000	78 000 000	68 258 0
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	6 199 999 996	6 199 999 996	6 055 139 996	5 298 563 0
HABITAT ET LOGEMENT	120 000 000	120 000 000	135 349 000	118 435 0
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	25 000 000	25 000 000	25 000 000	21 880 0
PETROLE			645 090 000	569 247 0
HYDROCARBURES	631 630 000	631 630 000	0	
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	8 200 000	8 200 000	59 200 000	51 803 0

uite titre 4

(en F cfa)

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
URBANISME AMENAGEMENTS FONCIERS	62 500 000	62 500 000	64 900 000	56 780 000
TRANSPORTS	139 750 000	139 750 000	161 900 000	141 920 000
VIATION CIVILE	62 500 000	62 500 000	62 500 000	54 687 000
JURISME	111 469 985	111 469 985	127 419 985	113 136 985
MARINE MARCHANDE	149 000 000	149 000 000	167 800 000	146 823 000
UCATION NATIONALE	7 303 000 000	7 303 000 000	7 451 900 000	6 525 502 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	18 800 000	18 800 000	47 600 000	41 653 000
UNESSE ET SPORTS	270 499 965	270 499 965	339 299 965	300 251 965
ISEIGNEMENT SUPERIEUR	4 300 000 000	4 300 000 000	4 348 158 000	3 854 548 000
ULTURE ET ARTS	171 000 000	171 000 000	129 500 000	114 027 000
CHERCHE SCIENTIFIQUE			20 580 000	18 011 000
UCATION POPULAIRE	41 700 000	41 700 000	41 700 000	36 480 000
SIRS	13 300 000	13 300 000	13 300 000	11 640 000
NTE PUBLIQUE	13 098 707 225	13 098 707 225	20 814 044 400	18 232 276 000
AVAIL ET EMPLOI	227 000 000	227 000 000	230 200 000	204 265 000
FAIRES SOCIALES	284 269 992	284 269 992	287 500 000	251 953 000
MILLE, PROT. ENFANCE ET PROMO. FEMME	123 000 000	123 000 000	139 283 000	125 294 000
LIDARITE NATIONALE & AFFAIRES SOCIALES	1 561 689 993	1 561 689 993	1 556 307 000	1 363 205 000
SSOURCES HUMAINES	10 000 000	10 000 000	10 000 000	8 751 000
T	23 000 000	23 000 000	23 000 000	20 127 000
TOTAL titre 4	128 600 000 000	133 600 000 000	141 300 000 000	132 100 000 000

SECTIONS	Titre 5 : Transferts et interventions			
	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
DEPENSES COMMUNES	93 061 123 000	107 661 123 000	127 461 286 000	109 561 286 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	45 194 000	45 194 000	45 194 000	45 194 000
PARLEMENT	255 455 000	255 455 000	255 455 000	255 455 000
HAUTES JURIDICTIONS	8 100 000	8 100 000	11 100 000	11 100 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS		15 000 000	15 000 000	15 000 000
JUSTICE	95 920 000	95 920 000	183 000 000	183 000 000
AFFAIRES ETRANGERES	842 260 000	842 260 000	953 314 600	953 314 600
DEFENSE NATIONALE	171 095 000	171 095 000	182 108 000	182 108 000
GARDE REPUBLICAINE	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
FONCTION PUBLIQUE	231 600 000	231 600 000	256 600 000	256 600 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	669 876 000	669 876 000	692 610 000	692 610 000
COMMUNICATION	46 000 000	46 000 000	1 425 795 000	1 425 795 000
POLICE NATIONALE	12 420 000	12 420 000	11 920 000	11 920 000
FINANCES & BUDGET	1 943 000 000	1 943 000 000	2 603 580 000	2 603 580 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000
PLANIFICATION	162 000 000	162 000 000	162 000 000	162 000 000
ECONOMIE	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
COMMERCE, CONSOMMAT° & INDUSTRIE	921 800 000	921 800 000	656 729 400	656 729 400
ENVIRONNEMENT & PROTECT° NATURE	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000
CADASTRE	64 600 000	64 600 000	57 600 000	57 600 000
AGRICULTURE, ELEVAGE & DEVELOPPEMENT	73 700 000	73 700 000	57 104 000	57 104 000
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	74 104 000	74 104 000	74 104 000	74 104 000
HABITAT ET LOGEMENT	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	36 500 000	36 500 000	36 500 000	36 500 000
PETROLE			18 000 000	18 000 000
HYDROCARBURES	18 000 000	18 000 000	0	0
TRANSPORTS	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
AVIATION CIVILE	518 767 000	518 767 000	918 767 000	918 767 000
TOURISME	17 353 000	17 353 000	17 353 000	17 353 000
MARINE MARCHANDE	50 986 000	50 986 000	24 986 000	24 986 000
EDUCATION NATIONALE	1 122 961 000	1 122 961 000	1 022 961 000	1 022 961 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	600 000 000	600 000 000	611 567 000	611 567 000
JEUNESSE ET SPORTS	308 400 000	308 400 000	369 000 000	369 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	44 402 000	44 402 000	80 402 000	80 402 000

Suite Titre 5 :

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
CULTURE ET ARTS	310 000 000	310 000 000	316 980 000	316 980 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	900 000 000	900 000 000	950 000 000	950 000 000
SANTE PUBLIQUE	1 607 104 000	1 607 104 000	1 656 704 000	1 656 704 000
TRAVAIL ET EMPLOI	480 430 000	480 430 000	480 430 000	480 430 000
AFFAIRES SOCIALES	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
FAMILLE, PROTEC° ENFANCE ET PROM. DE LA FEMME	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0
SOLIDARITE NATIONALE & BIEN - ETRE	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
RESSOURCES HUMAINES	8 850 000	8 850 000	8 850 000	8 850 000
TOTAL titre 5	108 500 000 000	123 100 000 000	145 400 000 000	126 900 000 000

ANNEXE N°3 : PARTIE III – DEPENSES D'INVESTISSEMENT (Titre 6 et 7)

Titre 6 : dépenses de développement

Titre 7 : Dépenses d'équipement

En Fcfa

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
DEPENSES COMMUNES	2 740 000 000	1 796 000 000	3 250 000 000	3 200 000 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 900 000 000	4 819 000 000	5 992 000 000	6 460 000 000
PARLEMENT	3 800 000 000	3 000 000 000	4 550 000 000	4 000 000 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	1 600 000 000	980 000 000	2 500 000 000	1 200 000 000
PRIMATURE	750 000 000	425 000 000	1 240 000 000	1 150 000 000
PROJETS COMMEMORATION 17 AOÛT			50 000 000 000	50 000 000 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	50 000 000	50 000 000	300 000 000	450 000 000
JUSTICE	900 000 000	1 090 000 000	1 550 000 000	800 000 000
DROITS DE L'HOMME			250 000 000	250 000 000
AFFAIRES ETRANGERES	2 300 000 000	964 000 000	3 000 000 000	1 400 000 000
DEFENSE NATIONALE	9 200 000 000	10 849 000 000	13 476 000 000	5 780 000 000
GARDE REPUBLICAINE	1 800 000 000	1 117 000 000	2 150 000 000	1 100 000 000
SECURITE MOBILE	300 000 000	170 000 000	0	0
FONCTION PUBLIQUE	1 300 000 000	880 000 000	1 135 000 000	460 000 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	2 900 000 000	1 740 000 000	2 380 000 000	2 080 000 000
COMMUNICATION	1 600 000 000	1 163 000 000	2 650 000 000	1 560 000 000
POLICE NATIONALE	1 800 000 000	1 052 000 000	1 540 000 000	350 000 000
SECURITE PENITENTIAIRE	900 000 000	676 000 000	1 300 000 000	750 000 000
FINANCES & BUDGET	4 000 000 000	1 399 000 000	2 975 000 000	1 662 000 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	900 000 000	400 000 000	800 000 000	377 000 000
PLANIFICATION	2 990 000 000	2 463 000 000	5 325 000 000	4 660 000 000
COMMERCE, CONSOMMAT° & INDUSTRIE	800 000 000	618 000 000	1 600 000 000	680 000 000
CADASTRE	500 000 000	300 000 000	710 000 000	182 000 000
VILLE			255 000 000	850 000 000
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOPPEMENT	2 450 000 000	1 453 000 000	2 819 000 000	2 110 000 000
ECO. FOREST, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	3 887 000 000	2 995 000 000	3 051 000 000	2 043 000 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	45 000 000 000	31 919 000 000	48 680 000 000	26 080 000 000
HABITAT ET LOGEMENT	1 300 000 000	740 000 000	1 755 000 000	1 000 000 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	5 450 000 000	9 322 000 000	3 800 000 000	1 600 000 000
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	1 350 000 000	923 000 000	1 050 000 000	1 365 000 000
URBANISME AMENAGEMENTS FONCIERS	2 700 000 000	1 100 000 000	3 100 000 000	600 000 000
TRANSPORTS	3 250 000 000	2 614 000 000	4 200 000 000	4 125 000 000
AVIATION CIVILE	6 957 000 000	5 965 000 000	4 560 000 000	3 910 000 000
TOURISME	1 000 000 000	384 000 000	960 000 000	270 000 000

Suite Titres 6 et 7

En Fcfa

SECTIONS	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
MARINE MARCHANDE	400 000 000	1 910 000 000	1 050 000 000	700 000 000
EDUCATION NATIONALE	9 176 000 000	9 264 000 000	17 286 000 000	9 328 000 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	1 800 000 000	996 000 000	2 650 000 000	1 223 000 000
JEUNESSE ET SPORTS	1 300 000 000	726 000 000	1 100 000 000	360 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 400 000 000	2 778 000 000	4 989 000 000	8 000 000 000
CULTURE ET ARTS	1 600 000 000	960 000 000	920 000 000	900 000 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	400 000 000	410 000 000	665 000 000	527 000 000
SANTE PUBLIQUE	8 180 000 000	11 468 000 000	15 465 000 000	6 575 000 000
TRAVAIL ET EMPLOI	500 000 000	258 000 000	461 000 000	256 000 000
AFFAIRES SOCIALES	2 700 000 000	1 636 000 000	1 375 000 000	920 000 000
FAMILLE, PROTECT° ENFANCE ET PROM. DE LA FEMME	500 000 000	288 000 000	600 000 000	600 000 000
TOTAL titres 6 et 7	150 000 000 000	125 000 000 000	231 893 000 000	161 893 000 000

ANNEXE N°4: PARTIE IV – PRETS ET AVANCES (Titre 8)

DEPENSES COMMUNES	LF 2001	LFR 2001	LF 2002	LFR 2002
AVANCES AUX AGENTS DE L'ETAT	0	0	0	0
AVANCES A L'ECONOMIE	10 000 000 000	34 500 000 000	6 000 000 000	31 000 000 000
PRETS A LA CONSOMMATION	0	0	0	0
REGLEMENTS CORRESPONDANTS	0	0	0	0
INCITATION AUX DEPARTS VOLONTAIRES	15 000 000 000	0	0	0
TOTAL titre 8	25 000 000 000	34 500 000 000	6 000 000 000	31 000 000 000

